

Les leçons de l'Histoire  
La Conférence de la paix de Paris en 1919  
Margaret O. MacMillan

Les historiens hésitent toujours à tirer les leçons de l'histoire et à raison. On l'a si souvent dénaturée pour justifier des politiques monstrueuses, pour servir des revendications territoriales extravagantes ou pour expliquer de mauvaises décisions. Nous savons tous comment les mouvements nationalistes ont créé et ont, en fait, été la création d'histoires très sélectives. Ainsi, nous avons vu dans un passé récent comment on peut parler d'apaisement pour justifier des mesures dans des situations qui ne ressemblent en rien à celle des années 1930. Cependant, je vais déroger aux règles de la société des historiens et voir si la Conférence de la paix de Paris de 1919 offre des suggestions utiles pour le monde d'aujourd'hui. Le mot « leçons » est sans doute trop fort, mais il arrive que l'histoire présente des analogies instructives. Elle peut nous aider à formuler des questions utiles sur notre propre époque. Et elle est riche en mises en garde, de « attention, nous jouons avec le feu » ou « attention, c'est une véritable boîte de Pandore ».

Depuis la fin de la guerre froide, notre monde est de plus en plus compliqué et inquiétant. Nous assistons, dans le monde musulman, à la prolifération d'un fondamentalisme anti-occidental à la fois puissant et irrationnel. Des États en déroute, comme la Somalie, servent de havre à des mouvements terroristes. Les nationalismes ethniques, que beaucoup d'entre nous croyaient en voie d'extinction, posent des problèmes à des États laïques tels que l'Inde. Des États réprouvés, comme la Corée du Nord, restent en dehors du système international. Une guerre apparemment interminable ravage la région des Grands Lacs, en Afrique. L'alliance transatlantique, tellement solide pendant la guerre froide, est ébranlée par les événements de ces derniers temps et risque même de voler en éclats. Les États-Unis, en position d'hégémonie presque malgré eux, sont pour l'instant dirigés par des unilatéralistes qui font fi des préoccupations et des intérêts nationaux d'autres États, qu'ils jugent hors de propos. Cela est fort dommage à un moment où tellement de défis, du terrorisme au sida, exigent une plus grande coopération internationale, et pas le contraire.

Si l'on s'intéresse depuis quelque temps à la grande conférence réunie à Paris à la fin de la Première Guerre mondiale, c'est dans une large mesure à cause de l'inquiétude que suscite notre propre monde. Pendant la guerre froide, les événements de ce précédent conflit et les

règlements de paix intervenus à sa conclusion paraissaient lointains. Ils ne semblaient présenter aucun intérêt pour le grand affrontement qui opposait l'Est et l'Ouest. Peu importait les conditions dans lesquelles étaient nés la Yougoslavie ou l'Iraq. Ou comment les hommes d'État d'alors envisageaient l'ordre mondial. Depuis la fin de la guerre froide, ces questions ont repris de l'importance. Nous nous sommes aussi aperçus qu'il est parfois nécessaire de comprendre les origines historiques des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Les pays et les peuples, comme tout un chacun, ont une mémoire et vivent des expériences qui déterminent leurs comportements envers autrui, leurs réactions face au présent et leur approche de l'avenir. Bien entendu, nous devons également comprendre l'économie, les structures sociales, la géographie et les systèmes de valeurs. Mais si nous ignorons l'histoire, nous nous privons d'un outil utile.

La Conférence de la paix de Paris est un événement à jamais sans pareil. Elle a réuni pendant six mois quelques-uns des personnages les plus puissants du monde. À travers leurs entretiens, leurs débats, leurs accords et leurs désaccords, ils ont appris à se connaître comme peu de dirigeants en ont le temps aujourd'hui. Il est tout simplement inconcevable de nos jours que le président des États-Unis ou le premier ministre de Grande-Bretagne, les premiers ministres d'Italie et de France, d'Australie et du Canada ou la reine de Roumanie, pour ne citer que quelques-uns de ceux qui étaient présents, passent autant de temps ensemble à parler de questions graves et, parfois, insignifiantes.

On se souvient habituellement de la Conférence de la paix comme d'un échec et de ses participants, comme de personnes obstinées, peu perspicaces, voire insensées, ce qui est injuste. Les artisans de la paix étaient confrontés à des problèmes souvent insolubles. Il serait bon de ne pas oublier que la Conférence a eu lieu au lendemain de ce qui était alors le pire conflit international de l'ère moderne. Les signes de la guerre étaient encore visibles partout dans Paris. En 1919, la moitié des femmes que l'on croisait dans la rue étaient en noir parce qu'elles avaient perdu quelqu'un à la guerre. Il manquait des arbres le long des grandes avenues parce que les Parisiens les avaient coupés pour se chauffer. Beaucoup de délégués se rendaient également un peu au nord de Paris, sur les lieux des batailles du front occidental.

Le conflit, que l'on appelait alors la Grande Guerre, avait dévasté l'Europe. Vingt millions d'hommes y avaient péri, deux fois plus y avaient été blessés. Quatre ans de combat avaient dévasté d'énormes portions de territoires, dans le nord de la France et en Belgique, le long des frontières allemandes, austro-hongroises et russes, ainsi que dans les Balkans. La

civilisation européenne et la confiance que les Européens avaient jadis en eux-mêmes étaient fortement ébranlées. Les Européens de 1919 avaient le sentiment profond d'avoir détruit non seulement des parties matérielles de leur civilisation et toutes ces vies, mais aussi leurs structures politiques, économiques et sociales mêmes. La Révolution russe avait commencé en 1917 et, à l'effondrement de l'ancien régime, des parties du grand empire russe avaient pris leur autonomie. Dans le Caucase, des peuples tels que les Arméniens, les Azerbaïdjanais et les Géorgiens essayèrent d'instaurer des États indépendants. L'Ukraine eut brièvement son propre gouvernement indépendant. La Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie se battirent pour leur liberté. Plus à l'ouest, l'Empire austro-hongrois, cet énorme empire qui avait occupé pendant tellement de siècles le cœur de l'Europe centrale, éclata dans le dernier mois de la Grande Guerre. L'Empire allemand s'effondra et la monarchie fut remplacée par une république.

Les artisans de la paix ont fait leur travail dans une atmosphère de peur. D'une part, ils craignaient de ne pouvoir jamais remettre sur pied la civilisation européenne et, d'autre part, ils redoutaient que le pire soit encore à venir. Pendant la Conférence de la paix, les négociateurs ont souvent évoqué une image, celle d'un monde au bord d'un volcan sur le point d'entrer en éruption. Cette appréhension n'était pas déraisonnable, si l'on songe à ce qu'ils avaient déjà connu avant 1919. La Révolution russe se poursuivait. La guerre civile qui opposait les bolcheviks à un assemblage d'anarchistes, de libéraux, de nationalistes de diverses tendances et de partisans de l'ancien régime, continuait. Il n'était pas du tout évident alors que les bolcheviks l'emporteraient. Il était très difficile aussi d'obtenir des renseignements fiables sur ce qui se passait en Russie. La plupart des communications avaient été coupées et presque tous les diplomates, les journalistes et les travailleurs de l'aide étrangers étaient partis. En 1919, la Russie était un pays aussi inconnu que l'Iraq avant que la coalition mette en échec les forces de Saddam Hussein.

Les bolcheviks demandaient aux forces de gauche du monde entier de se soulever contre leurs dirigeants et il sembla, pendant un temps du moins, qu'ils étaient écoutés. La chute de la monarchie en Autriche-Hongrie et en Allemagne fut marquée par des soulèvements révolutionnaires. Dans un certain nombre de villes, des soviets de travailleurs et de soldats — qui avaient sciemment repris le nom de leur modèle russe — prirent le pouvoir. Pendant l'hiver de 1919, la Bavière eut brièvement un gouvernement communiste, et la Hongrie eut le sien pendant plusieurs mois au printemps et à l'été. Selon le point de vue politique, il y avait des

raisons de craindre ou d'espérer que la révolution s'étendrait à l'ouest, et certains signes portaient certainement à y croire, car la France, l'Italie, la Belgique, la Grande-Bretagne, même l'Amérique du Nord connaissaient des manifestations et des grèves militantes.

Certains essayèrent d'exploiter cette peur de la révolution à Paris. Ainsi, la reine Marie de Roumanie réclama d'immenses territoires pour son pays, y compris la moitié de la Hongrie. Quand des dirigeants comme Woodrow Wilson, pour les États-Unis, ou Georges Clémenceau, pour la France, refusèrent d'agréer à cette demande, elle les prévint qu'une Roumanie déçue risquait fort de sombrer dans une révolution violente. Or, ce n'est pas ce que voulaient les artisans de la paix. Une révolution en Roumanie rapprocherait la menace bolchévique du cœur de l'Europe. L'historien Arno Mayer, entre autres, explique que les artisans de la paix se sont beaucoup laissés influencer, dans la négociation des règlements de paix, par leurs appréhensions par rapport à la révolution. Je répondrais à cela que ce n'était pas leur seule considération, mais il est certain que les Français, notamment, estimaient qu'il était nécessaire que des États forts forment une sorte de cordon sanitaire qui empêcherait la propagation de la révolution.

Un représentant du Canada a également su utiliser cette menace. On trouve aux Archives nationales quelques lettres charmantes d'Oliver Mowat Biggar, qui était conseiller juridique auprès de la délégation canadienne. M. Biggar travaillait d'arrache-pied, mais il avait aussi le temps d'aller au théâtre avec d'autres Canadiens, comme Sir Robert Borden. Ils allaient voir des classiques de Racine et de Molière, mais ils fréquentaient aussi l'opéra comique et les revues. M. Biggar décrivait ses soirées à son épouse restée à Ottawa : les jolies demi-mondaines, l'actrice qui ne portait pratiquement rien au-dessus de la ceinture. Il comparait même les chevilles des Françaises et des Canadiennes. M<sup>me</sup> Biggar, faut-il s'en étonner, décida de rejoindre son époux à Paris. Il l'avertit que la France risquait fort d'être en proie à des soulèvements violents.

Les artisans de la paix avaient d'autres considérations tout aussi importantes en tête, à savoir les attentes de leurs concitoyens. Car à l'époque, l'opinion publique importait évidemment déjà dans les relations internationales. La guerre avait été un tel désastre et les pertes avaient été tellement immenses que le sentiment général était tout d'abord que quelqu'un devait payer pour toute cette souffrance et ces destructions. Que ce soit raisonnable ou pas, il est dans la nature humaine de vouloir trouver un coupable, notamment après une grande catastrophe, et de vouloir que quelqu'un ou quelque chose paie. Après toutes les guerres européennes, les vaincus avaient

perdu des territoires ou des biens, par exemple, des œuvres d'art. De plus, ils avaient fréquemment dû payer des amendes, souvent appelées indemnités, et parfois, des réparations pour les dégâts causés par leurs forces. Le problème avec la Grande Guerre était que les dommages étaient tels et l'opinion publique tellement arrêtée que la facture à présenter aux perdants était astronomique. David Lloyd George, le premier ministre britannique, et Georges Clémenceau savaient qu'ils avaient peu de chances de soutirer d'énormes sommes aux pays défaits, mais ils n'osaient le dire publiquement, de peur de perdre des soutiens politiques. Il leur fallait également composer avec Woodrow Wilson, qui avait déclaré publiquement qu'il n'approuverait pas des amendes punitives.

Dans les pays alliés, avant la Conférence de la paix, on s'enthousiasmait beaucoup aussi à l'idée de punir les dirigeants des puissances centrales, en particulier les dirigeants allemands, dont le pays avait joué un rôle clé. Il était question de juger le kaiser Wilhelm II qui, après un dernier discours grandiloquent dans lequel il parlait de mourir à la tête de ses troupes, s'était ignominieusement enfui en train vers un refuge confortable aux Pays-Bas. David Lloyd George songea à faire ce que les Britanniques avaient déjà fait à Napoléon en son temps, c'est-à-dire à l'exiler sur une île, aux Malouines, cette fois peut-être. Finalement, le gouvernement néerlandais refusa de le livrer aux alliés.

Fait contradictoire et troublant, l'opinion publique voulait aussi un monde meilleur. Beaucoup dans le camp des alliés, et en fait dans les pays vaincus, pensaient que les sacrifices, le gâchis sur le plan humain et autres de la Première Guerre mondiale, n'auraient de sens que si le monde trouvait le moyen d'éviter de faire la guerre à l'avenir et de construire des sociétés plus justes. Woodrow Wilson, même s'il exprimait des idées dont beaucoup d'Européens parlaient depuis une génération, finit par être considéré comme le porte-parole de ces espoirs. Dans ses grands discours du temps de guerre, notamment dans celui où il exposait ses Quatorze Points, il traçait les grandes lignes d'un nouveau type de relations internationales où les pays traiteraient ouvertement les uns avec les autres, où les armements seraient réduits au strict minimum pour assurer la sécurité, où les obstacles au commerce tomberaient, où les navires du monde entier parcourraient les mers sans entraves, et où un nouveau genre d'organisation, une société des nations, garantirait à ses membres une sécurité collective.

Ensuite, il y avait toutes les attentes des gens qui n'avaient pas encore eu leur propre pays ou qui n'en avaient plus depuis un certain temps. La Conférence de la paix de Paris se déroulait

dans un contexte où le droit à l'autodétermination nationale était un argument très fort. Il n'avait pas été pris en considération au Congrès de Vienne réuni en 1814-1815 pour définir les règlements de paix à la fin des guerres napoléoniennes. À l'époque, l'idée que des nations dirigent leurs propres affaires n'avait pas encore vraiment fait son chemin en Europe ni, en fait, ailleurs dans le monde.

En 1919, elle était bel et bien dans les esprits. On accuse parfois Woodrow Wilson d'avoir suscité toutes ces attentes, d'avoir distillé cette idée que les groupes ethniques devraient avoir leur propre État-nation, ce qui, cette fois encore, est injuste. Il a certainement encouragé l'idée dans ses déclarations publiques, y compris dans les Quatorze Points, mais il n'est pas à l'origine de ce qui était désormais une force très puissante. Avec l'unification italienne et allemande, l'Europe avait déjà vu ce que pouvaient donner un nationalisme puissant et la volonté de nations d'avoir leur propre État. Elle avait déjà vu la puissance de cette force dans les Balkans. Le nationalisme ethnique et l'idée du droit à l'autodétermination des États ethniques n'ont pas été soudainement créés par quelques paroles insouciantes prononcées par le président américain.

Étant donné l'ampleur des attentes, de la vengeance à des lendemains meilleurs, est-il surprenant que les règlements de paix soient si souvent perçus comme des échecs? La Conférence de la paix de Paris visait en partie seulement à négocier des règlements de paix et à bâtir un monde meilleur. En effet, elle polarisait aussi les attentes et les espoirs de nations qui essayaient de se reconstituer, dans le cas de la Pologne, qui voulaient leur indépendance par rapport à un empire, dans le cas des pays baltes, ou qui étaient de nouvelles nations, comme la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie ou le Kurdistan. De janvier à juin 1919, Paris fut le centre du pouvoir mondial, peut-être même une sorte de gouvernement mondial. Les artisans de la paix comprirent vite qu'ils avaient affaire à un ordre du jour croissant. Un obscur sous-chef du Ritz rédigea laborieusement une pétition au sujet de sa propre toute petite partie de l'empire français en Asie, mais elle ne retint pas l'attention des artisans de la paix. Ho Chi Minh décida qu'une autre voie mènerait le Vietnam à l'indépendance. Jour après jour arrivaient à Paris des nouveaux pétitionnaires en provenance de nations dont personne n'avait entendu parler. Des groupes de suffragettes réclamaient le droit de vote pour les femmes, les syndicats revendiquaient de meilleures conditions de travail. Des Afro-Américains vinrent demander des droits pour leur peuple. Tout comme des Noirs des colonies françaises de l'Afrique subsaharienne.

Les artisans de la paix se penchèrent sur toutes ces questions et sur d'autres encore. Leurs journées de travail étaient comblées. Animés d'un certain optimisme, la plupart d'entre eux ne ménageaient pas leurs efforts pour parvenir à des règlements de paix qui fonctionneraient. S'il y a une leçon à tirer de la conférence de la paix, c'est que l'on ne peut faire la paix que lorsque les circonstances le permettent. Or, selon moi, en 1919, les circonstances n'étaient pas favorables.

En 1815, à la fin d'une série de guerres qui avait commencé avec les guerres révolutionnaires françaises et s'était terminée avec les guerres napoléoniennes, quand les grandes puissances s'étaient rassemblées à Vienne pour faire la paix, leur tâche était bien plus aisée. Elles avaient affaire à un monde fatigué de la guerre, où les impulsions révolutionnaires nées en France en 1789 s'étaient pour l'essentiel éteintes d'elles-mêmes. En revanche, en 1919, les foyers révolutionnaires, ceux du bolchevisme ou d'autres formes de socialisme et d'anarchisme ainsi que ceux du nationalisme ethnique, continuaient de s'attiser. Dans le cas du bolchevisme, ils n'allaient pas vraiment s'éteindre d'eux-mêmes avant les années 1980. Quant au nationalisme ethnique, il n'est pas certain que nous en ayons encore vu la fin. Et 1919 ne ressemblait pas non plus à 1945, où des nations révisionnistes et agressives comme l'Allemagne, l'Italie et le Japon se retrouvèrent inertes et détruites et où les puissances, dans ce cas, les États-Unis et l'Union soviétique, dans une large mesure, pouvaient imposer leur volonté.

Nous avons tendance à partir du principe, comme l'ont fait les alliés à l'époque, que les artisans de la paix pouvaient en faire de même en 1919. Les hommes d'État réunis à Paris savaient que leurs ennemis étaient vaincus, dans le cas de l'Allemagne, ou avaient tout simplement disparu, dans le cas de l'Autriche-Hongrie. Les seules forces armées importantes qui restaient étaient les leurs. Ils s'attendaient à pouvoir faire ce qu'ils voulaient en Europe, au Moyen-Orient et dans une partie de l'Afrique et de l'Asie. Tout cela pour s'apercevoir à maintes reprises que leur capacité d'influer sur les événements était très limitée et ce, d'autant plus à mesure que l'on s'éloignait de Paris.

En réalité, leur pouvoir était bien inférieur à ce qu'il semblait et certainement bien moindre que celui des vainqueurs en 1945. Certes, les alliés possédaient d'immenses forces armées à la fin de la guerre, mais elles fondirent comme neige au soleil dans les mois qui suivirent. Les hommes eux-mêmes voulaient rentrer chez eux et leurs familles réclamaient leur retour. Les contribuables n'étaient plus prêts à payer. En juin 1919, les armées alliées avaient été ramenées au tiers environ de ce qu'elles étaient à la fin de la guerre. En outre, la capacité ou le

moral de ceux qui restaient étaient très incertains. L'armée française ne s'était jamais vraiment remise des grandes mutineries de 1917. Une partie de la marine française allait se mutiner au printemps de 1919. L'armée britannique était peut-être en meilleur état, mais elle était elle aussi éprouvée par des émeutes et des manifestations. Le moral était encore bon dans les forces armées américaines, mais la dernière chose que voulaient les Européens, c'était une plus grande influence américaine en Europe ou ailleurs.

Il était problématique aussi de projeter le pouvoir. Quand les empires éclatèrent et que le vent de la révolution souffla sur toute l'Europe, les structures économiques et de transport s'effondrèrent. Les trains ne pouvaient pas rouler sans charbon et le matériel roulant avait disparu. Bien des ports fonctionnaient à peine. En Asie mineure et dans le Caucase, les problèmes logistiques étaient pires encore. À Paris, les hommes d'État savaient qu'il fallait faire quelque chose et, maintes fois, ils se trouvèrent confrontés à leur propre manque de capacités. Un jour, par exemple, les Quatre Grands, à savoir le Britannique David Lloyd George, le Français Georges Clémenceau, l'Américain Woodrow Wilson et l'Italien Vittorio Orlando, discutèrent de la petite guerre qui avait éclaté entre la Pologne et la Tchécoslovaquie au sujet d'une région riche en charbon. Tous convinrent qu'il fallait dire aux deux pays de mettre fin à leur conflit. Cependant, il devint évident qu'il n'y avait pas de troupes à envoyer sur place. Finalement, le premier ministre britannique opta pour l'envoi d'un télégramme au ton ferme. Des discussions de ce genre avaient souvent cours.

Il y a un danger, à mon sens, à laisser les grandes puissances observer le monde de leurs grandes capitales et imaginer tout ce qu'elles pourraient faire. Toutes les pièces de l'échiquier mondial ne sont pas aussi malléables que l'on pourrait le penser et il n'est sans doute pas aussi facile que cela de les déplacer à son gré. Peut-être peut-on en tirer des enseignements pour aujourd'hui. Évidemment, le monde de 2003 diffère à bien des égards de celui de 1919 et les États-Unis sont beaucoup plus puissants par rapport à leurs ennemis, et à leurs amis, que toute autre puissance à l'époque, mais les décideurs américains peuvent encore tomber dans le même piège. Certains des plans qui circulent à Washington aujourd'hui — pour la réorganisation complète du Moyen-Orient — partent du principe que les pièces sur le terrain vont se poser gentiment là où on leur dira et y resteront sans broncher.

Ce qui m'amène à l'Allemagne. Là encore, la situation en 1919 était différente de celle de 1945. Certes, l'Autriche-Hongrie avait disparu, la Bulgarie était à genoux, et l'Empire



ottoman vacillait et avait déjà perdu la plupart de ses territoires arabes. Mais l'Allemagne n'était pas complètement vaincue ou certainement pas au point de faciliter l'instauration de la paix.

Les alliés avaient décidé, et il s'agissait d'une décision très litigieuse, d'acquiescer à la demande d'armistice présentée par l'Allemagne en novembre 1918. Les armées allemandes avaient été défaites sur le champ de bataille. En août 1918, les lignes allemandes avaient cédé et les soldats du kaiser avaient battu en retraite vers leurs propres frontières. De toutes parts, des officiers allemands faisaient savoir qu'ils ne pouvaient plus continuer de se battre, chose que les Allemands ont oublié par la suite ou n'ont jamais su. Le haut commandement allemand, que dirigeaient les généraux Ludendorff et Hindenburg, paniqua et exigea du gouvernement civil qu'il obtienne aussi vite que possible un armistice. La demande fut présentée aux alliés de manière traditionnelle : deux officiers allemands avancèrent jusqu'aux lignes alliées en agitant un drap blanc attaché à un bâton. Cependant, à cette tradition s'ajouta un geste très moderne, puisque l'on assista à un échange de messages rendus publics. Le gouvernement allemand demandait au président américain, Woodrow Wilson, d'organiser pour lui un armistice avec les puissances européennes. Le président Wilson répondit qu'il accepterait le rôle de médiateur si les Allemands acceptaient les Quatorze Points comme base d'une paix ultérieure.

La conclusion de l'armistice créa des litiges, en partie parce que la Grande-Bretagne et la France avaient le sentiment de ne pas avoir été consultées dans le processus. Point plus important encore, les Allemands portaient du principe qu'ils concluaient la paix sur la base du nouveau type de diplomatie proposé par Woodrow Wilson et de son nouvel ordre mondial et, donc, qu'on les ménagerait. Ils pensaient que l'Allemagne n'aurait rien à payer ou presque au titre des dommages de guerre ou de réparations, et qu'ils perdraient très peu de territoire. En fait, si le droit à l'autodétermination nationale devait fonder les décisions, l'Allemagne pourrait même se voir attribuer des régions germanophones de l'ancienne Autriche-Hongrie, par exemple, l'Autriche elle-même et des régions de la Tchécoslovaquie que les Allemands appelaient Sudetenland. De plus, comme le président américain avait laissé entendre de manière générale que les Allemands devraient se débarrasser de leur ancien régime et opter pour une république, et comme cela s'était en fait produit à la fin de la guerre, beaucoup d'Allemands se disaient qu'ils vivaient maintenant dans une Allemagne nouvelle qui ne devrait pas avoir à payer pour les péchés de l'ancienne Allemagne.

Une autre différence très importante entre la fin de la Première et de la Deuxième Guerre

mondiale a influé sur la façon dont la paix a été ramenée. En 1918, les troupes alliées occupaient une toute petite portion du territoire allemand. Certains se demandaient à l'époque, et d'autres se demandent encore, si les alliés auraient dû aller jusqu'au bout de la guerre. Le général Pershing, commandant en chef américain, dont les soldats étaient encore relativement frais et enthousiastes, voulait continuer de se battre. Il voulait porter la guerre en Allemagne et rêvait de faire défiler ses troupes victorieuses dans Berlin. Cependant, d'après le maréchal Foch, commandant en chef français et commandant suprême des forces alliées, les conditions d'armistice que les Allemands étaient prêts à accepter, qui comprenaient la remise de leurs armements lourds et la reddition de la marine allemande, équivalaient à une capitulation complète. Le maréchal Foch fit aussi remarquer, et il avait probablement raison, que l'opinion alliée ne supporterait pas davantage de pertes en vies humaines une fois la victoire assurée. Ses maîtres politiques en convenaient : il aurait été très difficile, politiquement et militairement, pour la Grande-Bretagne et la France de continuer à se battre contre l'Allemagne une fois la demande d'armistice présentée publiquement. Rétrospectivement, en sachant ce que nous savons maintenant, il aurait peut-être mieux valu faire le sacrifice et occuper l'Allemagne en 1918, car beaucoup d'Allemands réussirent à se persuader par la suite que l'Allemagne n'avait pas été vaincue et que les conditions de paix imposées par les alliés étaient profondément injustes. En fait, la plupart des Allemands ne virent jamais de troupes alliées et l'armée allemande qui rentra à Berlin fut accueillie par le président de la jeune république comme une armée invaincue.

L'Allemagne sortit de la guerre affaiblie et rognée. Toutefois, plusieurs historiens estiment qu'elle était en meilleure position stratégiquement après 1919 qu'avant 1914. Elle n'avait plus d'Autriche-Hongrie à sa frontière orientale. À la place se trouvaient des États généralement faibles qui avaient tendance à se quereller les uns avec les autres. Et, grâce à la reconstitution de la Pologne, qui n'existait plus en tant que telle depuis une centaine d'années, l'Allemagne n'avait plus de frontière commune avec la Russie. Or, cette frontière orientale avait toujours rendu les hommes d'État allemands nerveux. Par ailleurs, l'Allemagne sortait relativement indemne de la guerre. Certes, sa population souffrait beaucoup du blocus allié, mais ses infrastructures étaient pratiquement intactes, en tout cas comparativement à celles de la France. L'essentiel des combats avait évidemment eu lieu en territoire belge et français, sur le front occidental, ou en territoire russe, sur le front oriental. Les usines et les mines allemandes étaient dans une large mesure intactes, contrairement aux usines françaises et belges. Cela

n'importe sans doute pas, car ce qui compte aussi dans les relations internationales, comme dans les affaires intérieures, c'est ce que les gens pensent. Les Allemands, qui avaient tendance à considérer qu'ils étaient cernés par des nations hostiles même avant la Première Guerre mondiale, se sentaient affaiblis et vulnérables après 1918.

Dans une guerre, aucun perdant n'aime jamais les conditions des règlements de paix, mais le rejet viscéral et général du Traité de Versailles en Allemagne a beaucoup à faire avec la façon dont la guerre s'est terminée et avec les attentes souvent irréalistes que les Allemands avaient formées avant de prendre enfin connaissance des conditions de la paix. Il était donc certain que l'Allemagne n'apprécierait pas les conditions de paix proposées.

Malheureusement, les alliés aggravèrent la situation en ne négociant pas avec l'Allemagne. Au départ, la Conférence de la paix devait ressembler à celles qui avaient eu lieu par le passé et où vainqueurs et vaincus s'étaient assis ensemble pour négocier une paix. En janvier 1919, les alliés se réunirent à Paris pour ce qu'ils pensaient être une conférence préliminaire de deux ou trois semaines, où ils arrêteraient des conditions de paix communes, avant d'appeler les représentants de l'Allemagne et des autres nations vaincues pour une conférence de la paix en bonne et due forme.

Quand les alliés commencèrent leurs entretiens, ils s'aperçurent rapidement que les questions étaient tellement compliquées et concernaient tellement de régions du monde qu'il était difficile de trouver un accord. Woodrow Wilson compliquait encore la tâche en insistant, on sait pourquoi, pour que le pacte sur la Société des Nations fasse partie du traité allemand. Deux à trois semaines se transformèrent en deux à trois mois. Il fallut attendre début mai 1919 pour que les alliés réussissent à rédiger un ensemble de conditions de paix commun pour l'Allemagne sur lequel ils pouvaient tous s'entendre. Leur définition avait été laborieuse, voire difficile.

Il y avait une question particulièrement épineuse : comment protéger la France de l'Allemagne à l'avenir? Fallait-il désarmer complètement l'Allemagne et la laisser par là même sans défense contre ses voisins et peut-être contre le bolchevisme? Ou partiellement, auquel cas quel genre d'armée et quel type d'armes fallait-il lui laisser? Certains en France voulaient que l'Allemagne soit complètement démantelée pour revenir à la kyrielle d'États qui la composaient avant 1870. D'autres se seraient contentés de prendre la Rhénanie, région allemande située à l'ouest du Rhin, et d'en faire soit un État indépendant, soit un État rattaché à la France.

David Lloyd George s'y opposa en soulignant que l'Europe avait déjà été assez bouleversée au

XIX<sup>e</sup> siècle à cause d'ambitions allemandes inassouvies. En revanche, les Français faisaient valoir, non sans raison, qu'il leur fallait encore se protéger de l'Allemagne. Leur problème essentiel était que cette dernière restait très grande, que les Allemands étaient plus nombreux que les Français et qu'ils auraient donc plus de soldats qu'eux à l'avenir. Il était évident que l'écart démographique allait se creuser.

Par ailleurs, il était extrêmement difficile, en partie à cause des attentes publiques, de s'entendre sur un chiffre quant à ce que l'Allemagne devrait payer au titre des dommages de guerre. Des chiffres énormes avaient circulé dans les semaines qui avaient précédé la Conférence de la paix et les populations britanniques et françaises, en particulier, s'attendaient en fait à ce que l'Allemagne dédommage leur pays de tout l'argent dépensé pendant la guerre, voire qu'elle paie les futures pensions des veuves et des orphelins laissés par les soldats morts au combat, sans oublier les dommages causés aux biens alliés. Pour ne pas être tenu à l'écart de la distribution finale, même le Canada avait dressé une liste qui comprenait les cargos coulés. Ensuite, il y avait les dommages causés par les combats sur le sol belge et français. Il était même difficile d'obtenir une estimation de ce que cela représentait. D'après les ingénieurs de l'armée américaine qui avaient commencé à faire des levés des champs de bataille, il faudrait au moins deux ans pour arriver à une estimation réaliste.

Quand les alliés s'entendirent enfin sur des conditions à présenter à l'Allemagne, personne ne voulait se rasseoir pour rouvrir tous les dossiers dans des pourparlers avec les Allemands. En mai 1919, une autre considération s'était fait jour dans l'esprit des alliés : la crainte de ne plus pouvoir imposer leur volonté à l'Allemagne, surtout en cas de longues négociations. Les dirigeants alliés avaient eu avec leurs experts militaires de sombres conversations sur ce qui se produirait si l'Allemagne refusait de signer son traité. Le maréchal Foch prépara un plan pour frapper simultanément en Bavière et outre-Rhin, où les alliés avaient des têtes de pont, en direction de Berlin. Cependant, il avertit que les Allemands risquaient d'opposer une résistance farouche et que les pertes alliées seraient élevées.

Pendant ces longs mois, des points de vue sur la guerre, qui finirent par devenir très influents, commençaient à s'enraciner en Allemagne. Le haut commandement et ses défenseurs expliquaient que les armées allemandes auraient pu continuer de se battre, si seulement sur le front intérieur, certains éléments antipatriotiques — les gauchistes, par exemple, ou les juifs — ne les avaient pas poignardés dans le dos. Beaucoup des partisans de la jeune république ne

souscrivaient pas au mythe du coup de poignard dans le dos, mais ils pensaient eux aussi que l'Allemagne n'avait pas perdu la guerre sur les champs de bataille. En fait, pour essayer d'éviter que d'autres combattants soient tués ou blessés, le gouvernement allemand avait sagement, voire noblement, demandé un armistice. Et Woodrow Wilson avait promis, n'est-ce pas, que l'Allemagne serait traitée équitablement par les alliés.

Le gouvernement allemand envisageait les négociations de paix avec un certain optimisme. Il s'attendait à ce que les pourparlers d'usage aient lieu à Paris. Pendant l'hiver 1918-1919 et au début du printemps 1919, le ministère des Affaires étrangères prépara des études détaillées de chaque aspect de ce qu'il s'attendait à y discuter. Quand la délégation allemande fut enfin convoquée à Paris, en mai 1919, elle emporta de pleines caisses de documents. Les délégués allemands furent choqués par l'accueil qu'on leur réserva. À leur arrivée à Paris, on les installa dans un hôtel de troisième catégorie entouré de gardes et de barbelés, pour leur protection, leur dit-on. Au cours d'une cérémonie menée tambour battant, au Trianon Palace, un hôtel situé près de Versailles, Georges Clémenceau leur remit les conditions et leur dit qu'ils avaient deux semaines pour faire part de tout commentaire par écrit. Il n'y aurait pas de négociations. La stupeur fut grande, tant parmi les délégués qu'en Allemagne. Les Allemands, qui se sentaient déjà trahis, furent horrifiés quand ils examinèrent les conditions mêmes.

Ulrich Von Brockdorff-Rantzau, le ministre des Affaires étrangères allemand, qui dirigeait la délégation, avait apporté deux discours au Trianon Palace. Le ton de l'un était conciliateur, celui de l'autre, beaucoup plus intraitable. Il ne choisit celui qu'il allait prononcer qu'après avoir reçu les conditions de paix, et il choisit le second. Comme il avait tout de l'aristocrate prussien arrogant et que, sous le coup de l'émotion, il se rassit, le discours eut un effet lamentable. Si les alliés avaient eu des scrupules à traiter durement l'Allemagne, ils furent vite balayés.

Ulrich Von Brockdorff-Rantzau décida par la suite d'attaquer deux dispositions de l'article consacré aux réparations, ce qui eut des conséquences malheureuses. Depuis, on parle de « clause de culpabilité » quand on fait référence à l'article 231 du traité allemand. En fait, si on lit cet article, il n'y est pas question de culpabilité, mais seulement de responsabilité par rapport à la guerre. Il visait à établir la responsabilité légale de l'Allemagne. L'article suivant, le 232, limite cette responsabilité en précisant que les obligations de l'Allemagne en ce qui concernait les réparations devaient être fonction de ses capacités de paiement. L'auteur en était John Foster

Dulles, jeune avocat membre de la délégation américaine. La décision d'Ulrich Von Brockdorff-Ranzau vint après beaucoup de débats au sein de la délégation allemande et en Allemagne même. Chose intéressante, aucune des autres nations vaincues, dont les traités comprenaient des dispositions similaires, ne s'en formalisa jamais. Avec le temps, la « clause de culpabilité » s'enracina profondément dans l'esprit des Allemands à propos de ce qui allait devenir le Traité de Versailles, et ce fut un des nombreux motifs qui incitèrent Adolf Hitler et ses amis nationalistes à attaquer les règlements de paix. Les années passant et l'ouverture des archives européennes donnant à penser qu'il était fort possible que la guerre ait éclaté à cause d'une série d'erreurs commises de part et d'autre, les Allemands et, en fait, beaucoup dans le monde anglophone eurent l'impression que la clause et, par extension, le traité tout entier étaient injustes vis-à-vis de l'Allemagne.

Depuis quelques années, plusieurs historiens, dont je fais partie, en sont arrivés à la conclusion que le traité allemand n'était pas aussi mauvais qu'on avait bien voulu le dire. Quoiqu'en ait dit le haut commandement par la suite, l'Allemagne avait perdu la guerre et elle devait donc s'attendre à perdre des territoires. Si elle avait gagné, elle aurait certainement pris des territoires à ses ennemis défaits. Il fallait s'attendre à ce que les alliés, et particulièrement la France, essaient de limiter la capacité de l'Allemagne de mener des guerres ultérieurement. Elle devait s'attendre à payer quelque chose, tout comme la France avait payé après avoir perdu la guerre franco-prussienne. En fait, le ministère des Affaires étrangères allemand avait calculé des montants et dressé des échéanciers des réparations qu'il s'attendait à se voir imposer. Mais face à un traité généralement considéré comme injuste et ce, par tout l'éventail politique, on n'était guère disposé en Allemagne à payer des réparations. Les controverses entre l'Allemagne et ses anciens ennemis, qui empoisonnèrent les relations internationales pendant pratiquement toute la décennie qui suivit la guerre, ont fait oublier le fait que l'Allemagne n'a pas payé grand-chose pour finir, probablement moins du sixième de ce qu'elle devait. Cependant, en Allemagne, tous les problèmes économiques, du chômage à la terrible inflation du début des années 1920, furent mis sur le dos des réparations. Le vrai coupable était la mauvaise gestion financière du gouvernement allemand, mais ce n'est pas ainsi que l'on voyait les choses en Allemagne. Parfois, la vérité historique a moins d'importance que ce que les gens pensent être vrai.

Dans l'entre-deux-guerres, les Allemands étaient également indignés par les clauses militaires, en partie parce que les alliés avaient dit qu'il y aurait un désarmement plus général qui

ne se matérialisa jamais pour finir. Cependant, la capacité guerrière de l'Allemagne était-elle vraiment altérée? L'armée allemande ne devait pas compter plus de 100 000 soldats, mais aucune limite ne lui était imposée quant au nombre de sous-officiers. C'est ainsi qu'après 1919, elle se retrouva avec la plus forte proportion de sous-officiers d'Europe, ce qui signifiait aussi qu'elle avait les moyens de constituer une force bien plus nombreuse. Les clauses militaires étaient supervisées par une petite commission militaire alliée dont les membres se plaignaient souvent, sans guère d'effet, du manque de coopération des Allemands. L'Allemagne n'était pas censée avoir une armée de l'air, mais elle comptait quantité d'aéroclubs dans les années 1920. Quand Adolf Hitler prit le pouvoir, en 1933, il lui suffit de deux ans pour constituer des forces aériennes.

L'impression que le Traité de Versailles était injuste et immoral joua un rôle important dans la montée au pouvoir d'Adolf Hitler, qui saisit la moindre occasion pour attaquer le « diktat de Versailles » qui tenait l'Allemagne enchaînée. Elle influa aussi sur les alliés en ceci qu'elle contribua à la politique d'apaisement des années 1930. Si le traité était aussi diabolique que l'affirmaient les Allemands, alors Adolf Hitler avait manifestement raison de vouloir revenir dessus. John Maynard Keynes, qui se trouvait à Paris en qualité de conseiller du Trésor auprès de la délégation britannique, donna rapidement le ton dans le texte très polémique qu'il écrivit durant l'été 1919. *Les conséquences économiques de la paix*, qui connut un succès de librairie immédiat et qui est toujours imprimé depuis, accuse les artisans de la paix d'imprudence et de manque de perspicacité. D'après John Maynard Keynes, ils se sont perdus dans des débats stériles sur les sanctions et les réparations, au lieu de reconstruire l'Europe et de relancer le commerce. Le livre a, bien entendu, été aussitôt traduit en allemand, et il a aussi connu un énorme retentissement dans les pays anglophones. En France, peu nombreux étaient ceux qui pensaient que les réparations étaient profondément injustes et que le traité tout entier était une erreur. Quand les Français essayèrent, de plus en plus exaspérés, d'en faire respecter les termes dans l'entre-deux-guerres, les Britanniques les trouvèrent déraisonnables. Comme si souvent auparavant, la Grande-Bretagne se dégageait des affaires continentales pour se concentrer sur son empire. Quant aux Américains, même si l'on exagère l'ampleur de leur isolationnisme, ils se sont retirés des affaires mondiales dans les années 1920, en partie parce qu'ils étaient las du côté vindicatif de la vieille Europe.

Un autre type de reproche fait à la Conférence de la paix offre des parallèles utiles avec

le présent, à savoir qu'elle a été mal planifiée et tout simplement mal menée. « De vains procédés et des idées improvisées », voilà comment le sage Paul Cambon, vieil ambassadeur français à Londres, décrivait la façon de travailler des hommes d'État. Il n'avait pas tout à fait tort. Aucun des Trois Grands n'avait vraiment d'expérience en matière de relations internationales. Il est notoire que David Lloyd George était peu féru de géographie. La lecture des cartes ne cessait de le surprendre. Il découvrit ainsi que la Nouvelle-Zélande ne se trouvait pas du côté de l'Australie où il l'avait toujours imaginée. Aucun d'eux ne recourait vraiment à son ministère des Affaires étrangères, ce qui n'était sans doute pas raisonnable.

Woodrow Wilson, David Lloyd George et Georges Clémenceau avaient tous choisi pour ce portefeuille quelqu'un qu'ils pourraient ignorer sans risque. Tous préféraient demander l'avis de membres de leur cercle rapproché ou d'universitaires ou encore de journalistes, plutôt que de faire appel à leurs propres diplomates. La conférence mit trop longtemps à démarrer. Peu à peu, ce qui devait être une réunion préliminaire à laquelle les alliés s'entendraient sur une position commune finit par devenir la seule conférence de la paix qui aurait lieu.

Étant donné la quantité de problèmes que l'on y examina et la façon dont de nouvelles questions ne cessaient de s'ajouter à l'ordre du jour, comme la reconstitution de la Pologne ou l'aide à de nombreuses régions de l'ancienne Autriche-Hongrie, il est à douter qu'aucune organisation ou plan méticuleux eût pu tenir. Les artisans de la paix avaient affaire à un monde tellement nouveau, avec de nouvelles forces, comme le bolchevisme ou les nationalismes ethniques, qu'ils étaient obligés d'improviser. Il était normal aussi de solliciter des compétences autres que celles réunies dans leurs ministères des Affaires étrangères. La Conférence de la paix fut donc marquée par le recours à des experts du secteur privé et du monde universitaire. Les diplomates accueillirent cette nouveauté avec un certain scepticisme, mais en fait, professionnels et amateurs travaillèrent très bien ensemble dans les nombreux comités et commissions de la conférence.

Woodrow Wilson s'exprimait au nom de beaucoup en Europe et dans le reste du monde lorsqu'il disait qu'il fallait une nouvelle diplomatie plus ouverte, fondée sur des principes moraux et des valeurs démocratiques, respectant le droit des peuples à choisir leur propre gouvernement, et une organisation internationale servant de médiateur entre les États et garantissant la sécurité collective de ses membres. On le qualifia de dangereusement naïf à l'époque et le wilsonianisme est controversé depuis lors. Dans le monde de 1919, cependant,



alors qu'il était tellement évident que la diplomatie à l'ancienne, avec ses traités et ses accords secrets, par exemple, ou l'équilibre des forces, ne suffisaient pas à préserver la paix, il était tout à fait sensé de vouloir gérer autrement les relations internationales.

Il n'était pas nécessaire, toutefois, que les hommes d'État en fassent tant eux-mêmes. À chacune de leurs réunions, les Trois Grands (ou Quatre, si l'on inclut l'Italien Orlando) examinaient plusieurs questions, certaines importantes, d'autres de détail, comme des modifications frontalières mineures, qui auraient dû être laissées aux nombreux comités et commissions en place. Il était idiot et peu productif de la part des principaux hommes d'État de faire fi de procédures aussi utiles qu'éprouvées. Le Conseil des Quatre, que Woodrow Wilson avait réclamé avec insistance à son retour des États-Unis, devait être tellement informel qu'il n'eut d'abord pas de secrétaire. Au bout de trois jours, les hommes d'État s'aperçurent qu'ils ne pouvaient se rappeler ce qu'ils avaient décidé, et ils firent donc appel à Maurice Hankey, le secrétaire britannique auprès de la Conférence de la paix qui, fidèle à sa réputation, dressa des comptes rendus méticuleux.

Les diplomates se sentaient mis de côté et en prenaient ombrage, mais aussi novatrice fût-elle, la Conférence de la paix montra combien ils étaient importants. Les grandes décisions revenaient généralement au Conseil des Quatre ou à son prédécesseur, le Conseil suprême. Dans bien des cas, cependant, les hommes d'État se contentaient de ratifier les recommandations, y compris la plupart de celles qui concernaient les frontières de l'Europe et qui émanaient des comités et commissions. Ces organes prenaient leur travail très au sérieux. Leurs membres réunissaient d'énormes quantités de données, interrogeaient spécialistes et pétitionnaires, et avaient des discussions approfondies. Si les frontières qu'ils traçaient mécontentaient beaucoup de gens, c'est parce que la population de l'Europe centrale était tellement mélangée qu'il était impossible de tracer des frontières en se fondant sur des considérations ethniques. Aux termes des règlements de paix, le tiers environ des habitants de l'Europe centrale formèrent des minorités dans les pays où ils vivaient, ce qui serait, évidemment, source de problèmes tout au long des années 1920 et 1930.

En leur qualité de dirigeants démocratiquement élus, les hommes d'État devaient aussi s'occuper des affaires intérieures de leur propre pays. Sir Robert Borden, qui passa plusieurs mois à Paris, reçut des dizaines de lettres et de télégrammes de ses collègues au Canada qui l'informaient de crises et lui demandaient instamment de hâter son retour. Woodrow Wilson et

David Lloyd George durent tous deux quitter la conférence pendant un mois pour régler des problèmes dans leur pays. Tous les hommes d'État ressentaient la pression. David Lloyd George, qui était le plus jeune, fut celui qui y survécut le mieux. Woodrow Wilson avait du mal à dormir et il développa un sérieux tic au visage. Il est même possible qu'il ait eu un léger accident cérébrovasculaire pendant son séjour à Paris. Georges Clémenceau, homme d'une extraordinaire vitalité, fut blessé au cours d'une tentative d'assassinat pendant la conférence et, d'après les observateurs, il ne fut plus jamais le même après.

Les grandes forces objectives, comme l'économie, la géographie et la puissance militaire, comptent dans l'histoire. Tout comme le contexte intellectuel et politique. Dans une large mesure, les gens pensent par rapport aux catégories dont ils ont hérité. En 1919, leur façon de penser aurait semblé étrange à quiconque vivait en 1815, mais elle nous est familière aujourd'hui, puisqu'il s'agit de toute la notion de participation démocratique à la politique étrangère, de nationalisme ethnique et de droit à l'autodétermination. Cependant, les personnes qui occupaient des positions de pouvoir sont importantes. Dans les moments de crise en particulier, comme en août 1914, pendant l'essentiel de 1919, dans les semaines et les mois qui ont suivi le 11 septembre, c'est-à-dire dans les moments où il faut prendre des décisions, la personnalité de ceux qui prennent ces décisions peut revêtir une importance énorme.

La Conférence de la paix de Paris nous rappelle de ne pas ignorer les acteurs de l'histoire. La santé défaillante de Woodrow Wilson a eu son importance. En effet, à Paris, il a fait des concessions aux Italiens, par exemple, par pure lassitude. Lorsqu'il est rentré aux États-Unis pour essayer de convaincre le Sénat de ratifier le Traité de Versailles, qui portait aussi création de la Société des Nations, son obstination naturelle prit de telles proportions qu'il refusa tout compromis avec les Républicains modérés. Résultat : le Traité ne fut pas ratifié et les États-Unis ne firent jamais partie de la Société des Nations. Il est important, pour prendre un autre exemple, que Eleutherios Venizelos, le grand premier ministre grec, ait réussi à charmer David Lloyd George au point de le persuader que l'ancien empire grec d'Asie mineure pouvait être reconstitué. Le Britannique donna donc son feu vert à la Grèce pour qu'elle envoie des troupes à Smyrne et encouragea les Grecs à progresser à l'intérieur des terres. Résultat : on assista à une mobilisation du nationalisme turc sous la direction de Kemal Atatürk, à la défaite des forces grecques et à la fin des communautés grecques qui vivaient depuis des siècles en Turquie.

Parfois, ce sont des décisions prises à la légère ou à la hâte qui posent le plus de problèmes à la longue. Le sort des mines de charbon de la Sarre, source de tant de problèmes à la Conférence de la paix, ou du duché de Teschen, qui provoqua presque une guerre entre la Tchécoslovaquie et la Pologne, semble peu important aujourd'hui. Les traités relatifs aux minorités, dont la rédaction fut laborieuse et qui visaient à protéger les minorités ethniques d'Europe centrale, se révélèrent sans grande efficacité. En revanche, la création de l'Iraq, dans le cadre d'un accord impérialiste entre la Grande-Bretagne et la France, a des répercussions aujourd'hui encore.

Après marchandage, la Grande-Bretagne obtint trois anciennes provinces de l'Empire ottoman. Leur cas avait été tranché sans consulter Istanbul et elles ne constituaient pas une nation. Les Britanniques les voulaient en partie pour empêcher les Français de les occuper, en partie pour protéger les nouvelles liaisons aériennes vers l'Inde et en partie parce qu'ils soupçonnaient leur richesse en pétrole. La Grande-Bretagne créa l'Iraq et trouva un monarque arabe en la personne de l'émir Fayçal, en pensant que le pays serait facile et peu coûteux à diriger. Cependant, ce pays possédait peu de ce que nous considérons comme les éléments indispensables à la réussite d'une nation. Différents groupes ethniques et différentes religions cohabitaient en Iraq. Il n'y avait pas de nationalité iraquienne, même s'il s'en développa une au fil des années. Pratiquement du jour où il fut créé, l'Iraq posa des problèmes aux Britanniques et il continue d'en poser au monde depuis.

La dernière leçon qu'offre la Conférence de la paix de Paris est la suivante : si conclure des accords internationaux est une chose, les faire appliquer en est une tout autre. Le Traité de Versailles était un document pesant qui reflétait une série de compromis difficiles entre les puissances, et c'est inutilement qu'il irrita les Allemands. À la longue, cependant, le plus important est que les pays vainqueurs n'avaient pas la volonté nécessaire pour le faire appliquer. Le Traité contenait des mécanismes d'application, mais quelqu'un devait décider de les utiliser. Les Français puis les Belges y étaient prêts, mais il leur fallait l'appui des Britanniques et, sans doute, des Américains. Or, ce soutien était inexistant dans les années 1920 et 1930. À partir de 1935, Adolf Hitler enfreignit les dispositions du Traité, à commencer quand il annonça que l'Allemagne avait une armée de l'air, puis en faisant entrer des troupes en Rhénanie démilitarisée, et personne n'y trouva rien à redire. Si, et c'est un des grands « si » de l'histoire, donc, si on l'avait arrêté rapidement, il est possible qu'il n'y aurait pas eu de Deuxième Guerre

mondiale.

Le gouvernement américain actuel et ses alliés ont-ils eu raison de voir un parallèle avec la situation de l'Iraq de Saddam Hussein? En essayant de procéder à des inspections des armements, avec l'appui de pays comme la France et l'Allemagne, les Nations Unies ont-elles tenté des mesures d'apaisement façon XXI<sup>e</sup> siècle? Le problème, lorsque l'on cherche à tirer les enseignements de l'histoire, c'est de trouver le bon enseignement. Souvent, bien des années s'écoulent, malheureusement, avant que l'on comprenne. Il se peut que, dans des décennies, la conférence commémorative O.D. Skelton portera sur les leçons de 1919 *et* de 2003.